

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/04/2022 de l'établissement RESOCLEAN EUROPE implanté 23 AV MARCELIN BERTHELOT 92390 VILLENEUVE LA GARENNE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une liquidation partielle de l'**astreinte journalière** prescrite l'arrêté préfectoral n°2021-59 du 29/04/21.

- nom : Cessation d'activité - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2020
article : 1



**PRÉFET
DES HAUTS-
DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 28/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



RESOCLEAN EUROPE

23 AV MARCELIN BERTHELOT
92390 VILLENEUVE LA GARENNE

n° Dossier : 2007/1343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement RESOCLEAN EUROPE implanté 23 AV MARCELIN BERTHELOT 92390 VILLENEUVE LA GARENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESOCLEAN EUROPE
- 23 AV MARCELIN BERTHELOT 92390 VILLENEUVE LA GARENNE
- Code AIOT dans GUN : 0007404548
- Régime : R. 2795-1 - Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Resolclean est spécialisée dans le nettoyage de citernes de produits dangereux. Le site de Villeneuve-la-Garenne a cessé son activité depuis l'année 2017. Toutefois, l'exploitant n'a jamais déclaré sa cessation d'activité contrairement à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi du respect de la mise en demeure n°2020/63 du 18/06/20.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1 - Notification de cessation d'activité	Astreinte journalière	Liquidation partielle de l'astreinte
Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1 - Mise en sécurité du site	Astreinte journalière	Liquidation partielle de l'astreinte
Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1 - Forage	Astreinte journalière	Liquidation partielle de l'astreinte

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1 - Mémoire de réhabilitation	Astreinte journalière	Liquidation partielle de l'astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2020/63 du 18/06/20 n'a toujours pas été suivi d'effet par la société ResoClean. L'activité est à l'arrêt. Le parking de l'installation est désormais occupée par la société Chapelec qui est occupée les anciens locaux de ResoClean. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2020/63 du 18/06/20 n'a toujours pas été suivi d'effet par la société ResoClean. La mise en demeure est donc maintenue et il est proposé à M. Le Préfet de liquider partiellement l'astreinte journalière prescrite par l'arrêté préfectoral n°2021-59 du 29/04/21.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Notification de cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Contrairement à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2020-63 du 18/06/20 et à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas notifié au préfet la date de la mise à l'arrêt définitif trois mois au moins avant celui-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle de l'astreinte

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas pu constater la mise en sécurité du site. L'inspection a constaté que le parking était occupé par des camions appartenant à la société Chapelec. Le logo de cette entreprise était accroché sur le portail d'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle de l'astreinte

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Forage
Prescription contrôlée : Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas pu constater que l'exploitant respectait les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11/09/03 relatif au comblement du forage présent sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle de l'astreinte

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée : Transmettre un échéancier de réalisation du mémoire de réhabilitation des sols, eaux souterraines et gaz du sol (diagnostic, plan de gestion et interprétation de l'état des milieux, le cas échéant) afin de respecter les dispositions du point III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.
Constats : Contrairement à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2020/63 du 18/06/20 et au point III de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas transmis un échéancier de réalisation du mémoire de réhabilitation des sols, eaux souterraines et gaz du sol (diagnostic, plan de gestion et interprétation de l'état des milieux le cas échéant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Liquidation partielle de l'astreinte